

Orban refuse de céder au chantage des immigrationnistes de Bruxelles



Les immigrationnistes du camp Merkel-Macron ont donc frappé.

Il faut dire qu'après la **trahison du chancelier autrichien Sébastian Kurz**, le soi-disant allié de Viktor Orbán, qui a demandé aux eurodéputés autrichiens de sanctionner la Hongrie, le champion des droites identitaires en Europe s'est retrouvé seul contre tous.

Le Parlement européen a donc adopté une **motion punitive contre la Hongrie**, en demandant aux États membres de déclencher l'article 7 du Traité européen et de définir les sanctions à l'encontre de Budapest.

448 voix pour, 197 contre et 48 abstentions.

Cela dit, la partie n'est pas jouée car c'est au Conseil de décider des sanctions à l'unanimité.

Or, les pays de l'Est, notamment la Pologne, n'accepteront pas que la Hongrie soit privée de ses droits de vote au Conseil et soit écartée de toute décision.

Il en est de même pour les sanctions économiques, notamment la suppression des fonds européens accordés à Budapest.

Mardi, Viktor Orban, sur le banc des accusés au Parlement de Strasbourg, n'a rien lâché.



Venu défendre son pays lors de la séance plénière au Parlement, il a fait salle comble dans l'Hémicycle, contrairement au Grec Alexis Tsipras qui était venu s'exprimer le matin devant les eurodéputés.

Preuve qu'Orban est le caillou dans la chaussure de l'UE, qui fait de plus en plus mal.

Les raisons ? L'UE, dans le rapport de l'eurodéputée néerlandaise Judith Sargentini, expose les griefs reprochés à Orban, accusé de violer en permanence l'État de droit et les

valeurs européennes.



Liberté de la presse, indépendance de la justice, droits des minorités, refus d'accueillir des migrants au nom de la solidarité entre membres de l'UE, etc.

Mais Orbán n'a pas l'intention de céder au chantage.

“Je n'accepterai pas que les forces pro-immigration nous menacent, fassent un chantage et calomnient la Hongrie sur la base de fausses accusations”.

Son parti est membre du PPE, le parti populaire européen, dont les membres étaient très divisés quant à la décision à prendre.

Mais visiblement, la trahison de Kurz a fait basculer le PPE dans le camp hostile.

Kurz est donc démasqué. Encore une anguille qui pratique le double jeu.

En fait, le déclenchement de l'article 7 n'est pas

l'essentiel, même si Budapest aurait préféré l'éviter.

Le véritable enjeu, c'est le combat entre les "progressistes", c'est à dire les mondialistes immigrationnites menés par le tandem Macron-Merkel, et les souverainistes, les patriotes, menés par Viktor Orban et Salvini, les deux bêtes noires de Macron.

Ce vote inique du Parlement européen, qui s'acharne sur un leader patriote qui défend son pays de l'invasion et de l'islamisation, accentue la cassure Est-Ouest au sein de l'UE.

Ce vote est une insulte à la démocratie, puisque l'UE interdit aux peuples de décider de leur propre avenir, preuve que cet attelage bancal piloté par Bruxelles est une véritable dictature mise en place pour broyer les peuples et les nations.

Mais le courageux peuple hongrois ne cédera pas.

Le ministre des Affaires étrangères hongrois, Peter Szijjarto, avait déclaré récemment devant le Parlement européen :

« J'ai une mauvaise nouvelle pour vous : nous ne permettrons pas la mise en œuvre de la politique prônée par Soros. Nous voulons protéger l'Histoire et la culture européennes. »

Hier, Viktor Orban terminait son discours ainsi :

"Je vous informe respectueusement, quelle que soit la décision que vous apporterez, que la Hongrie ne cède pas au chantage, la Hongrie défendra ses frontières, arrêtera l'immigration illégale, et défendra ses droits, si besoin est, contre vous également."

"Nous Hongrois, sommes prêts pour les élections européennes de l'an prochain, où enfin les gens pourront décider du futur de l'Europe et pourront ramener la démocratie dans la politique européenne."

Tout est dit.

En 2019, les peuples européens devront donc décider de leur avenir et choisir.

Soit la soumission, avec davantage d'immigration n'apportant que ruine, violence et chaos, **soit le sursaut salvateur**, pour reprendre leur destin en mains, afin de sauver leur identité et leur patrimoine culturel gravement menacés.

Il faut que le Parlement bascule dans le camp souverainiste.

Il y va de l'avenir de leurs enfants.

Tout le reste est secondaire.

Jacques Guillemain